

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



CJUE. Pologne. Lex Tusk.

DANSER LA POLSKA

Le temps judiciaire est toujours plus long que le temps politique. La position stratégique de la Pologne au premier rang des soutiens à l'Ukraine a temporairement éclipsé les critiques sur les discours du parti au pouvoir, PiS (Droit et Justice). Cependant les tentatives du gouvernement pour renforcer son emprise pourraient entraîner des difficultés sur le plan intérieur.

- Alors que se profilent des [élections cruciales](#) pour le parti au pouvoir, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a récemment confirmé que [les réformes judiciaires polonaises, mises en œuvre par le gouvernement nationaliste, violent effectivement le droit de l'UE et portent atteinte à l'indépendance des juges.](#)
 - La Cour a soutenu l'argument de la Commission européenne selon lequel une réforme de 2019 interdisant aux juges de remettre en question la légalité des nominations d'autres juges est bien contraire au droit de l'UE.
 - L'arrêt tranche ainsi juridiquement le différend entre la Pologne et l'UE concernant des violations de l'État de droit.
 - La partie politique du bras de fer n'est évidemment pas finie : le vice-ministre de la justice a réagi en qualifiant l'arrêt de « farce ».
 - Cette longue confrontation avec l'UE sert surtout la rhétorique nationaliste du gouvernement.
 - Les sondages soulignent la polarisation du pays en [deux blocs antagonistes](#) dont l'extrême droite serait l'arbitre.
 - En cela, une position fermée [à toute discussion](#) en [matière d'immigration](#) apparaît fort à propos.
- Figure tutélaire du mouvement Solidanos et de la résistance au pouvoir communiste, aujourd'hui opposant résolu au pouvoir du PiS, Adam Michnik, dans une récente interview réalisée par Irena Grudzińska Gross, [analyse l'impact de la guerre en cours en Ukraine sur la vie politique polonaise.](#)
 - La tentative de commission d'enquête sur « l'influence russe » est généralement vue comme une tentative de disqualifier le chef de l'opposition, Donald Tusk.
 - Cette « [lex Tusk](#) », comme la surnomme l'opposition, inquiète fortement les autorités européennes [qui ont lancé une procédure d'infraction.](#)
 - Des [manifestations massives le 4 juin](#) ont réuni plus d'un demi-million de Polonais contre cette initiative soulignant l'unité des partis d'opposition.
 - Il est cependant est peu probable qu'ils forment une liste électorale commune.
 - La commission est considérée comme un outil permettant de manipuler l'opinion publique et de supprimer l'opposition politique.
 - Michnik met aussi en garde contre la tentation de la russophobie, une tendance de plus en plus marquée dans la région.
 - En témoigne [cette nouvelle loi](#) en Lettonie [qui restreint l'accès à l'enseignement en russe](#) pour les minorités russophones du pays - soit environ 25% de la population.

IA génératives. Régulation.

IA BON

Après la proposition [initiale de la Commission](#) et la position [du Conseil](#), le Parlement européen a côté établi sa position sur [le projet de réglementation de l'intelligence artificielle \(IA\)](#).

- Ceci ouvre la voie à des négociations avec les États membres pour finaliser le texte visant à atténuer les risques de systèmes tels que ChatGPT.
- [Allant plus loin que les États membres, le Parlement a demandé](#) des interdictions supplémentaires.
 - La disposition interdisant les systèmes de reconnaissance faciale automatique dans les espaces publics, a été adoptée en dépit du soutien qu'elle [rencontre à la droite](#) de l'assemblée.
- La Commission espère conclure les négociations institutionnelles (trilogues) et adopter, avant la fin de l'année, la première réglementation mondiale visant à régir et à protéger l'innovation dans ces technologies cruciales.
 - Alors que le règlement ne devrait pas être mis en œuvre avant 2026, la Commission européenne vise à obtenir des engagements volontaires de la part des entreprises dès que possible.
 - La proposition de règlement a été retardée en raison des controverses entourant les dangers potentiels de l'IA générative dans la création de textes ou d'images.
 - Un [débat parfois confus](#), que tentent d'éclairer les chercheuses [Asma Mhalla](#) ou [Aurélie Jean](#) en invitant plutôt à « penser l'IA » plutôt que de réagir émotionnellement en cédant aux fantasmes.
 - Le règlement cherche à répondre aux questions éthiques, sociales et économiques complexes entourant l'IA.
 - Il reconnaît ses avantages potentiels dans des domaines tels que les diagnostics médicaux tout en répondant aux préoccupations concernant la surveillance et la manipulation de l'opinion publique.
- La position du Parlement s'aligne sur l'approche de la Commission, en se concentrant sur l'imposition de contrôles et d'obligations sur les applications à haut risque utilisées dans des domaines sensibles.
 - Les interdictions seront strictement limitées.
 - Elles ciblent les applications qui entrent en conflit avec les valeurs européennes ou qui sont utilisées pour la surveillance de masse et les systèmes de notation des citoyens, comme en Chine.
- Dans ce contexte, [certains experts](#) s'inquiètent d'une réglementation trop restrictive qui pourrait étouffer l'innovation.
 - Nathalie Smuha, chercheuse en droit et en éthique des technologies, estime que les efforts de réglementation actuels permettront d'ajouter une couche supplémentaire aux règles existantes et de les adapter aux spécificités de l'IA.
 - Elle souligne l'importance d'adapter les principes et réglementations existants pour relever les défis posés par l'IA plutôt que de partir de zéro.
 - Grégory Renard, expert en traitement du langage naturel, plaide pour la poursuite de la recherche et de l'innovation dans le domaine de l'IA tout en mettant en œuvre des réglementations pour garantir la sécurité des utilisateurs.
 - Il souligne l'importance de réglementer la manière dont l'IA est mise sur le marché et appelle à un dialogue entre l'industrie et les régulateurs.
 - Il pointe également l'importance de s'attaquer en priorité aux « fake news » et insiste sur le rôle de l'éducation dans l'atténuation des risques associés à l'IA.

- Nicolas Van Zeebroeck, professeur d'économie numérique, souligne la nécessité d'une utilisation responsable de l'IA et évoque les risques d'une réglementation excessive.
 - Il s'inquiète des conséquences involontaires des réglementations, comme le fait de favoriser les grands acteurs de l'industrie et de créer des barrières à l'entrée pour les acteurs plus petits.
 - Il suggère de se concentrer sur la réglementation de l'utilisation de l'IA et non sur la technologie elle-même et d'impliquer à la fois les producteurs et les utilisateurs dans la responsabilité.

IA génératives. Régulation. Etats-Unis. Chine.

O' ER THE LAND OF THE FREE

C'est devenu une habitude : la définition de standards européens n'est que le prélude à une offensive régulatrice de portée globale. Moins habituel cependant : l'Union européenne et les États-Unis annoncent leur intention de mettre en place [un « code de conduite » commun pour encadrer l'intelligence artificielle.](#)

- La réunion du Conseil du commerce et des technologies ([CCT](#)) a [abordé la question de l'IA](#), ainsi que la collaboration dans le domaine de la 6G.
- L'enjeu est d'assurer à la tech européenne le confort d'un cadre réglementaire commun et [potentiellement un rôle de leadership](#).
 - Quoique volontaire et non contraignant, ce code de conduite a pour objectif de devancer la Chine.
 - Cette dernière se trouve en position dominante pour édicter les règles de régulation dans ce domaine en pleine expansion.
 - Les responsables politiques et les concepteurs de technologie s'accordent de plus en plus sur la nécessité d'encadrer cette technologie révolutionnaire mais potentiellement risquée.
 - Le code de conduite sera ouvert à tous les pays partageant les mêmes idées, et l'UE souhaite rallier un large cercle de pays, notamment le Canada, le Royaume-Uni, le Japon et l'Inde.
 - Tandis que l'UE se prépare à mettre en place un cadre juridique complet et obligatoire dans les prochaines années, en collaboration avec des géants technologiques tels que Google, les États-Unis n'ont envisagé, pour l'instant, aucun projet de droit contraignant.
 - L'UE vise à devenir la première à se doter d'un cadre réglementaire solide pour encadrer l'IA.
 - Certains pensent encore judicieux de poser la question de savoir s'il faut une réglementation nationale ou européenne.
- Nouvelle leçon fondamentale en matière de droit et d'esprit communautaire : les solutions nationales aux problèmes transnationaux sont insuffisantes.
 - Selon [l'avocat général](#) Maciej Szpunar, les mesures nationales visant les plateformes établies à l'étranger doivent être examinées au cas par cas.
 - Dans ses conclusions du 8 juin 2023, M. Szpunar s'est prononcé en faveur de Google, Meta et TikTok [contre la loi autrichienne KoPl-G](#), qui impose aux plateformes l'obligation de traiter les contenus illicites.
 - Il affirme qu'une autorité étatique ne peut pas imposer de mesures supplémentaires à une catégorie spécifique de services établis dans d'autres États membres de l'UE, en particulier les services en ligne basés en Irlande.
 - De telles mesures constituent une restriction illégitime à la libre circulation des services au sein de l'UE.
 - Par conséquent, l'avocat général soutient que l'Autriche, ou tout autre pays de destination, devrait appliquer ces mesures service par service.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



Tunisie. Crise migratoire.

SPRING BREAK

Que reste-t-il des printemps arabes, [se demande l'essayiste Hatem Nafti](#) ? Longtemps exception à la déception généralisée des révolutions contre les autocraties il y a douze ans, la Tunisie et sa voie constitutionnelle, comme l'analyse [l'historien Jean-Pierre Filiu](#), voit son expérience en direction de plus de démocratie se briser sur la dérive autoritaire de son président, Kaïs Saïed.

- La Tunisie est confrontée à une grave crise économique, avec une dette qui s'élève à environ 80 % de son PIB.
 - Il est donc difficile pour le pays d'emprunter à l'étranger.
 - Cette situation a conduit à des pénuries récurrentes de produits essentiels tels que la farine, le sucre et le riz, qui sont importés.
 - La Tunisie négocie actuellement avec le Fonds monétaire international (FMI) un nouveau prêt de près de 2 milliards de dollars, mais les discussions sont au point mort.
 - Le président Saïed refuse de mettre en œuvre certaines réformes comme la restructuration des entreprises publiques lourdement endettées et la suppression des subventions de l'État sur les produits de base comme le carburant.
- C'est dans ce contexte que l'Union européenne propose un « renforcement du partenariat » avec la Tunisie, offrant [une aide financière à long terme pouvant atteindre 900 millions d'euros](#).
 - A cela s'ajoute une aide supplémentaire immédiate de 150 millions d'euros au pays criblé de dettes.
 - Lors de sa visite à Tunis, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté un [programme en cinq points](#) qui comprend en particulier un soutien à la lutte contre l'immigration clandestine.
 - Elle était accompagnée de la Présidente du Conseil italien Giorgia Meloni et du Premier ministre néerlandais Mark Rutte.
 - L'UE a pour objectif de finaliser un accord avec la Tunisie d'ici la fin du mois.
- La proposition prévoit également d'augmenter les investissements en Tunisie en particulier dans le secteur numérique.
 - Il serait aussi question d'étendre le programme européen d'échange d'étudiants Erasmus à la Tunisie et de soutenir l'exportation d'énergies renouvelables.
 - Plus polémique est l'aide financière de 100 millions d'euros à la Tunisie cette année pour le contrôle des frontières et les opérations de recherche et de sauvetage liées à la migration.
- Les défis économiques de la Tunisie, ainsi que [le risque d'une augmentation des migrations](#) à partir de ses côtes, préoccupent l'Europe.
 - C'est en particulier le cas de l'Italie, car certaines parties de la Tunisie sont situées à moins de 150 kilomètres de l'île italienne de Lampedusa.
 - Petite île étant de fait destination fréquente pour les tentatives de migration irrégulière.
 - Le président Saïed a rejeté l'idée que la Tunisie soit la « gardienne des frontières de l'Europe ».
 - Ceci a suscité des critiques de la part des groupes de défense en Tunisie concernant la visite de l'UE et leur perception d'un échange d'argent contre une surveillance accrue des frontières.
 - Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux critique la visite européenne en la qualifiant de « chantage » et de « marchandage ».

Chine. Autonomie stratégique.

CORNÉLIEN

Que faire avec la Chine ? La question hante les chancelleries européennes, prises entre les pressions américaines pour s'aligner sur l'hostilité de Washington et le réalisme des dirigeants européens, soucieux de conserver leur autonomie stratégique.

- La tentative américaine, lors du sommet du G7, de former une alliance antichinoise a connu un succès limité en raison de la position unifiée de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, qui ont maintenu une position plus modérée.
 - L'émergence de la Chine en tant [qu'acteur dominant](#) dans l'exportation de nouvelles technologies, telles que les automobiles électriques et les semi-conducteurs, a intensifié les discussions sur le « dérisquage » et le découplage.
 - Le discours sur la sécurité européenne concernant les semi-conducteurs ([ASML](#)), [Pirelli](#) et TikTok emporte, lui, plus de discours favorables.
- Le podcast « [Affaires Étrangères](#) » de Christine Ockrent, sur France Culture, revient sur cette question alors que l'Allemagne d'un côté et la Commission européenne de l'autre s'appêtent à publier leurs stratégies chinoises respectives.
 - La position de l'UE sur la Chine devrait refléter le récent discours d'Ursula von der Leyen sur [le dérisquage sans découplage](#) (réduire les risques de sécurité sans mettre fin à l'interdépendance) par rapport à la Chine.
 - L'Allemagne, comme la France, souhaite éviter d'être prise au piège de la rivalité entre les États-Unis et la Chine.
 - L'Europe passe d'une approche purement commerciale à une approche géopolitique, influencée par des facteurs récents tels que les politiques de Trump, la crise ukrainienne, la pandémie de COVID-19 et l'importance croissante de la Chine.
- Des questions d'autonomie stratégique et de sécurité économique se posent, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières essentielles, les produits agricoles, les technologies de communication vitales et la localisation des données critiques.
 - L'Allemagne montre un certain malaise quant à la manière d'aborder sa relation avec la Chine.
 - En témoignent la publication tardive de sa stratégie militaire et les désaccords internes au sein de sa coalition gouvernementale.
 - L'impact des hydrocarbures russes sert de leçon, une leçon dont il semble impératif de s'inspirer pour un certain nombre de dirigeants allemands, compte tenu des tensions croissantes dans la région indo-pacifique.
 - Les liens économiques forts entre la Chine et l'Allemagne, pierre angulaire de la « mondialisation heureuse » des deux dernières décennies, rendent le découplage risqué pour la balance commerciale allemande.
 - Berlin annonce organiser un sommet germano-chinois.
 - Volkswagen a déclaré fin avril vouloir [investir environ un milliard d'euros](#) dans un nouveau centre de développement pour les véhicules électriques dans le pays asiatique, premier marché automobile mondial.
- Dans ce contexte, [Josep Borrel](#) annonce vouloir réviser la stratégie des relations UE-Chine.
 - La Commission européenne devrait publier deux rapports contenant la nouvelle stratégie.
 - Partant de l'idée que l'Allemagne pourrait faire cavalier seul, [Olaf Scholz](#) a été appelé à préciser sa conception de la sécurité nationale au regard des bouleversements économiques et géopolitiques du moment.
 - Dans un [document de 80 pages](#), il souligne que le géant asiatique tente « par différents moyens de remodeler l'ordre international existant basé sur des règles, revendique de plus en plus offensivement une suprématie régionale et agit sans cesse en contradiction avec nos intérêts et nos valeurs ».
 - Néanmoins, « la Chine reste un partenaire sans lequel de nombreux défis et crises mondiaux ne peuvent être résolus ».

Chine. Balkans. Autonomie stratégique.

HONEYMOON.

La France et l'Allemagne [sont relativement alignées](#) mais pour des raisons différentes. L'Allemagne met l'accent sur les intérêts économiques, tandis que la France privilégie l'indépendance géopolitique vis-à-vis des États-Unis.

- Le [discours de Bratislava du président Macron](#) et le soutien croissant de la France à l'élargissement de l'UE à l'Est soulignent l'importance des relations diplomatiques avec la Chine pour empêcher cette dernière de s'aligner sur la Russie.
 - [Le format 17+1](#), impliquant les pays d'Europe centrale et orientale et les Balkans occidentaux, a été perturbé par un certain nombre de facteurs.
 - On relève en particulier la guerre en Ukraine, la position par rapport à Taiwan et la déception face aux promesses de la Chine.
 - Ceci a conduit en réalité à un passage au format 14+1.
 - De plus, la tension autour du cadre juridique du droit commercial européen et des prérogatives des États membres en matière de sécurité économique complique encore la situation.
 - La question des sanctions extraterritoriales et de leur contournement ajoute également à la complexité de la relation.
- Une enquête de [l'ECFR](#) révèle que seuls 31 % des répondants français et 33 % des répondants allemands considèrent la Chine comme un allié potentiel.
 - Ceci suggère que les affirmations des États-Unis selon lesquelles ces pays sont des alliés importants de la Chine sont quelque peu erronées.
 - La position adoptée par E. Macron et O. Scholz reflète l'opinion publique européenne, qui est surtout préoccupée par la situation en Ukraine.
 - Si la Chine soutient la Russie dans le conflit, le sentiment européen pourrait se retourner contre la Chine.
 - Pour illustrer cette difficulté à maintenir un consensus européen sur la Chine, des experts de [l'Observatoire des médias numériques d'Europe centrale \(CEDMO\)](#) ont récemment estimé que l'Europe devrait être plus prudente à l'égard de la Chine.
 - En effet, son approche en matière de communication passe de la modération à une position plus agressive.
 - Les experts craignent que l'influence sur les élections pourrait faire partie de la stratégie de la Chine.
- Il ne reste qu'un an avant les élections européennes.
 - Bien qu'il n'y ait aucune preuve, pour l'instant, que la Chine ait l'intention d'interférer dans les processus électoraux de l'UE, les institutions doivent rester vigilantes, a déclaré Ivana Karásková, chercheuse au CEDMO et conseillère spéciale de la commissaire européenne Věra Jourová.
 - Elle rappelle les tentatives actives de la Chine dans la région indo-pacifique pour acheter des votes en promouvant des candidats spécifiques ou en discréditant les critiques par des campagnes de désinformation.
 - Les experts s'inquiètent également de voir l'Europe centrale et orientale devenir un laboratoire utile à la Chine pour explorer des moyens d'influence efficaces, dans une région où elle n'a pas l'habitude d'opérer.
 - La Chine aurait également tenté d'infiltrer l'espace public européen par le biais des médias.
 - Par exemple, la société chinoise CEFC a acquis une participation importante dans la société de médias tchèque Empresa Media.
 - Après plusieurs mois à présenter exclusivement une image positive de la Chine, la CEFC s'est retirée du capital d'Empresa Media.

Chine. Italie. Influence. Autonomie stratégique.

MARCO POLO.

Les relations entre l'Italie et la Chine restent tendues. Giorgia Meloni n'a pas encore pris de décision sur le renouvellement du [Memorandum of Understanding](#), l'accord commercial qui faisait de l'Italie le seul pays européen à avoir adhéré aux Nouvelles Routes de la Soie.

- Le non-renouvellement de l'accord signifierait de profonds changements géopolitiques et l'Italie semble vouloir établir des nouvelles relations avec les autres pays asiatiques.
 - Par exemple, envoyer le patrouilleur offshore [Morosini](#) pour une opération en libre navigation pour cinq mois dans la région.
 - Il est prévu qu'il participe à l'exercice de recherche et de sauvetage « [Komodo 23](#) » mené par l'Indonésie en mer de Chine méridionale.
 - Rome doit sûrement s'attendre à des représailles de la part de Pékin.
 - Le renouvellement du MoU semble remis en cause.
 - On s'attend plutôt à un rapprochement avec les États-Unis et leurs points de vue.
- Le contexte se tend également avec la reprise des relations économiques entre l'Italie, à travers ses PME et la [région du Zhejiang](#), région la plus avancée au niveau technologique de la Chine.
 - Cette région souhaite nouer des relations plus étroites avec les PME italiennes en matière de recherche et innovation.
 - Une opportunité intéressante explique [Alberto Conforti](#), président des entreprises Livolsi & Partners, qui travaillent dans la région.
 - Ce qui gêne l'entraîne est que la société chinoise, [Sinochem/ChemChina](#), qui détient 37% de l'entreprise de pneumatiques Pirelli, essaie de prendre le contrôle total de cette dernière en enlevant le droit de Camfin (société italienne qui détient 14%) de nommer des directeurs généraux.
 - Le gouvernement italien envisage la possibilité d'utiliser le [Golden Power](#).
 - Ce dispositif a été créé en 2012 afin de « préserver les structures de propriété des entreprises opérant dans des secteurs jugés stratégiques et d'intérêt national ».
 - Le gouvernement craint a des doutes en matière de sécurité nationale car l'entreprise a notamment créé un microprocesseur pour suivre l'usure des pneus et les données de géolocalisation.
 - Cette potentielle acquisition inquiète aussi [les États-Unis](#), puisque le Pentagone a classé ChemChina comme une « entreprise militaire chinoise ».
 - Ceci soulève des inquiétudes et des questions concernant la sécurité nationale et l'accès de Pirelli au marché américain.

GREEN DEAL



Recyclage. Terres rares. Batteries.

BATTERY IS HERE TO STAY

Alors que la Chine est devenue [le plus grand producteur](#) et exportateur mondial de [véhicules électriques](#), l'Europe cherche les voies de son autonomie énergétique.

- Le Parlement européen a adopté, à une écrasante majorité, [des règles visant à rendre les batteries plus durables et plus faciles à recycler](#).
 - Le Conseil doit approuver officiellement l'accord avant qu'il ne soit publié au Journal officiel de l'UE et qu'il n'entre en vigueur.
- Les nouvelles règles s'appliquent à une large gamme de batteries, des smartphones aux voitures et aux scooters.
 - À partir de 2024, les fabricants seront tenus de divulguer l'empreinte carbone totale prévue pour chaque batterie, de l'extraction au recyclage.
 - Les règles couvrent tous les types de piles vendues dans l'UE et fixent des objectifs en matière de collecte et de recyclage des déchets.
 - D'ici 2023, [45 % des piles portables devraient être collectées, et 73 % d'ici 2030](#).
 - Pour les batteries de vélos électriques, de scooters électriques et de scooters électriques, le taux de récupération minimal sera de 61 % d'ici à 2031.
- Cette législation s'inscrit dans le cadre de l'approche de l'économie circulaire de l'UE et vise à renforcer l'industrie du recyclage et à promouvoir la compétitivité.
 - Elle fixe des objectifs ambitieux pour le recyclage des composants essentiels des batteries, avec l'obligation de recycler au moins 90% du cobalt et du nickel et 50% du lithium d'ici à 2027, puis 80% du lithium d'ici à 2031.
 - L'objectif est de permettre le recyclage de la quasi-totalité des matériaux des batteries.
 - Les chercheurs ont également mis au point des procédés permettant de récupérer le graphite des batteries, un composant qui représente jusqu'à un quart du poids des batteries.
- L'adoption de ces règles est cruciale car, selon l'Agence internationale de l'énergie, le nombre de véhicules électriques en circulation [devrait augmenter de manière explosive](#) dans les années à venir.
 - L'AIE prévoit que, d'ici 2030, il y aura environ 350 millions de véhicules électriques dans le monde, contre 16,5 millions en 2021.
 - La réglementation exige également que les futures batteries contiennent des niveaux minimums de métaux issus de la valorisation des déchets.
 - Après 2031, les batteries des véhicules électriques devront contenir 16 % de cobalt recyclé, 6 % de lithium recyclé et du nickel.

Agroécologie. Régulation. Développement durable.

HEAL THE WORLD

Lancée par la droite européenne le mois dernier, [l'offensive](#) contre les [propositions environnementales](#) de la Commission européenne a buté, le 15 juin 2023, sur la commission de l'environnement du Parlement européen. Après avoir été rejetée l en [Commission Agriculture](#) et en Commission des Pêche, la loi de restauration de la nature a [survécu au premier tour de scrutin](#) en ENVI.

- Son avenir [reste incertain](#), tant le clivage politique s'est creusé, opposant les partis de centre-droit, les agriculteurs et les pêcheurs aux partis de gauche, aux ONG, aux scientifiques et même à certaines industries.
 - Le texte vise à inverser le déclin des réserves naturelles d'Europe et constitue un élément clé du Green Deal européen.

- Il fixe des objectifs juridiquement contraignants pour restaurer les habitats et les espèces affectés par l'activité humaine et le changement climatique.
 - L'objectif est de couvrir au moins 30 % des zones terrestres et maritimes de l'UE d'ici à 2030.
- Toutefois, les partis conservateurs affirment que la restauration de la nature nuirait à la sécurité alimentaire et entraverait le développement des sites d'énergie renouvelable.
- Selon les observateurs du parlement, le sort de la loi dépend du vote du groupe libéral, car les partis de centre-droit devraient voter contre.
 - Si le texte n'est pas adopté, il s'agirait du premier rejet d'une législation environnementale et cela pourrait compromettre l'avenir d'autres textes en cours d'élaboration.
- Certaines industries, dont IKEA, Nestlé, H&M, Iberdrola et Unilever, soutiennent la loi, soulignant l'importance de la planification à long terme et la nécessité d'aborder les questions environnementales, sociales et de gouvernance.
 - Plus d'un millier de scientifiques soulignent que la restauration de la nature peut coexister avec l'activité économique, contrecarrant ainsi les arguments avancés contre la loi.
- L'enjeu de cette loi est rendu encore plus évident dans la récente publication de la FEPS par Telmo Pievani et Sofia Belardinelli publiée sur [Europe Info Hebdo](#).
 - Elle souligne comment le dernier rapport de l'IPBES (le GIEC de la biodiversité) insiste sur le fait que la valeur de la biodiversité va au-delà d'une approche utilitaire qui ne valorise la nature qu'en fonction de son utilité pour l'homme.
 - Le rapport met en évidence les diverses relations que les sociétés, les cultures et les peuples ont établies avec le monde non humain et les différentes façons dont ils l'apprécient.
 - Cependant, les politiques actuelles ne reconnaissent souvent pas cette diversité et s'appuient plutôt sur un ensemble limité de valeurs instrumentales axées sur le marché et à court terme.
 - Cette perspective étroite est considérée comme la cause première de la crise mondiale de la biodiversité.
 - Pour y remédier, il convient d'intégrer un ensemble plus large de valeurs et de perspectives dans la conception et la mise en œuvre des politiques afin d'atténuer les effets négatifs des actions humaines sur la nature.
 - L'interconnexion des questions environnementales et sociales est essentielle pour garantir la durabilité environnementale et sociale.
- Le cadre des [objectifs de développement durable des Nations Unies \(ODD\)](#) reconnaît l'importance de la préservation de la diversité biologique et écologique de la Terre comme condition préalable à la durabilité environnementale et à la justice sociale.
 - Si la nature fournit des biens et des services essentiels à l'humain, il est également important de reconnaître la complexité des relations entre l'humain et la nature tout au long de l'Histoire.
 - Les valeurs non instrumentales sont aussi importantes que les approches fondées sur le marché pour éclairer les décisions politiques.
 - La protection de la biodiversité n'est pas seulement vitale pour la survie et le bien-être des sociétés humaines, elle a aussi une valeur intrinsèque.
 - Il est nécessaire d'actualiser les fondements philosophiques de l'environnementalisme et de s'orienter vers un mode de gouvernance des relations inter-espèces plus inclusif et plus démocratique.

Déforestation. Régulation.

I AM FORREST

La nouvelle législation européenne visant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts associées aux produits entrant ou exportés de l'UE [entre en vigueur le 30 juin 2023](#).

- Le règlement exige que les opérateurs qui mettent des produits sur le marché de l'UE adoptent un système de surveillance raisonnable.
 - Il couvre des produits tels que le bœuf, le cacao, le café, l'huile de palme, le caoutchouc, le soja et le bois, car ils ont été identifiés comme étant les principaux moteurs de la déforestation.
 - Les opérateurs doivent démontrer que leurs produits ne sont pas liés à une déforestation survenue après le 31 décembre 2020.
 - Ils doivent aussi prouver qu'ils respectent les lois en vigueur dans le pays de production.
 - La législation introduit également des mesures de traçabilité et établit un système de contrôle basé sur les risques.
- Si les organisations environnementales telles que [Greenpeace apprécie l'ambition de la réglementation](#), elles soulignent l'importance de contrôles efficaces et de l'allocation de ressources pour garantir le respect de la législation et éviter les lacunes.
 - La législation représente une étape importante dans la lutte mondiale contre la déforestation.
 - Toutefois, des inquiétudes subsistent quant à l'efficacité des contrôles et à la désignation des autorités nationales chargées de l'application de la législation.
 - Greenpeace souligne la nécessité de disposer de ressources humaines et financières suffisantes au niveau national pour faire appliquer le règlement de manière efficace.
 - L'organisation demande également l'inclusion d'autres écosystèmes, tels que les prairies, les zones humides et les tourbières, ainsi que l'extension du règlement à l'ensemble du secteur de l'élevage, au maïs et au secteur financier.
- La législation prévoit des possibilités de révisions futures :
 - L'évaluation de l'extension du règlement à d'autres zones forestières et écosystèmes dans un délai d'un à deux ans ;
 - et un examen complet du règlement d'ici le 30 juin 2028, puis tous les cinq ans.